

## Pour une alimentation durable ancrée dans les territoires

### Déclaration du groupe de l'Agriculture

Nous en faisons l'expérience avec la crise sanitaire, l'alimentation est un enjeu de premier plan pour notre pays : un enjeu économique, un enjeu de société, de santé, un enjeu environnemental, un enjeu citoyen...

Les politiques publiques doivent se mettre à la hauteur de cet enjeu en améliorant leur coordination, en renforçant leurs moyens. Une approche plus locale permettrait certainement de répondre de manière plus cohérente aux nombreux défis de l'alimentation et du secteur alimentaire.

C'est ce que propose cet avis et nous adhérons ainsi à cette préconisation de créer une « compétence alimentation » au niveau des communes ou des intercommunalités. Il nous paraît en effet très pertinent de rassembler, au plus près des territoires, autour de la question alimentaire, les différents acteurs sociaux, économiques et environnementaux. Les agents de l'action sociale, les agriculteurs, les artisans, la restauration collective, les commerçants, les services fonciers et bien entendu les citoyens doivent être unis pour permettre la production et la distribution d'une alimentation de proximité, accessible à tous.

C'est d'ailleurs ce qu'ont mis en place certains projets alimentaires territoriaux dont cet avis souligne tout l'intérêt.

Il faut aussi mieux informer les consommateurs sur les conséquences de leurs achats. Acheter à bas prix des denrées alimentaires importées qui pourraient être produites en France ou qui le sont encore mais en quantité insuffisante, c'est affaiblir notre souveraineté alimentaire. C'est aussi empêcher la création d'emplois locaux. Et c'est enfin contribuer à augmenter l'empreinte carbone de l'alimentation.

L'acte d'achat citoyen et responsable c'est privilégier l'origine France et le local, notamment dans les circuits de distribution de proximité. Les collectivités locales et les acteurs publics qui gèrent la restauration collective devraient aussi renforcer leur approvisionnement en produits français et locaux. Il devrait en être de même pour l'ensemble des distributeurs afin de proposer aux consommateurs plus de produits de leurs territoires.

Cette prise de conscience évolue, lentement mais elle se heurte à des questions bien légitimes de pouvoir d'achat qui doivent être mieux prises en compte par les Pouvoirs publics et notamment l'augmentation préoccupante de la précarité.

Il faut aussi permettre aux agriculteurs de vivre de leur métier et les accompagner dans la transition écologique dans laquelle ils se sont engagés.

Cet avis le démontre, la question de l'alimentation durable est complexe, elle comporte de nombreuses dimensions et nécessite une réflexion collective et systémique.

Le groupe a voté pour.